

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Nigoul, Claude, Torrelli, Maurice. *Menaces en Méditerranée*. Paris, Fondation pour les Études de Défense Nationale, Coll. « Fondations », 1987, 278 p.

par Yves Jeanclos

Études internationales, vol. 20, n° 2, 1989, p. 427-430.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702501ar>

DOI: 10.7202/702501ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

bloc de l'Est que pour les pays occidentaux. Le climat de tension est ainsi particulièrement bien retranscrit montrant comment l'on vivait durant ces premiers temps de la Guerre Froide.

Il est en effet indéniable que si l'on connaît relativement bien, grâce à de nombreux ouvrages, le déroulement de ces trois événements chez les deux grands et, dans une moindre mesure dans les pays de démocratie populaire, on connaît moins leurs impacts respectifs sur la situation politique et surtout sociale des différents pays d'Europe occidentale. Ceci est particulièrement frappant en ce qui concerne la France et non pas tant les grèves de mai 1947 faisant suite à l'énoncé de la doctrine de Truman mais surtout en ce qui concerne le climat, perçu comme « pré-insurrectionnel », qui y règne au lendemain de la constitution du Kominform (pp. 184-191).

En guise d'épilogue, l'auteur rappelle rapidement les principaux faits qui ont marqué la Guerre Froide dans sa pratique, du « coup de Prague » de février 1948 à la guerre de Corée, en passant par la crise de Berlin et les procès dans les démocraties populaires.

L'ouvrage de Lilly Marcou est ainsi d'une lecture aisée et permet de préciser des idées que souvent l'on croit connues et qui ne le sont qu'approximativement. Le principal reproche que l'on pourrait faire à cet ouvrage, mais qui est sans doute davantage dû aux contraintes de l'éditeur d'une édition de « vulgarisation », même intelligente, est l'absence de définition précise de la notion de Guerre Froide. À moins que cela ne soit un parti pris de l'auteur pour qui, et cela peut se justifier, la Guerre Froide ne se définirait par rien d'autre que par une pratique politique et donc ne pourrait se laisser théoriser.

Jean Christophe ROMER

Université de Paris I

NIGOUL, Claude, TORRELLI, Maurice. *Menaces en Méditerranée*. Paris, Fondation pour les Études de Défense Nationale, Coll. « Fondations », 1987, 278p.

La sérénité des cieux et des eaux n'empêche pas les États contemporains de connaître des *Menaces en Méditerranée*. Magnifiée pendant plus de deux millénaires, délaissée aujourd'hui par nombre de géopoliticiens friands d'aventures dans la région de l'océan Pacifique, la Méditerranée n'en demeure pas moins le pôle actif des tensions, voire des conflits entre une vingtaine d'États circumvoisins. Situé au centre des échanges traditionnels entre l'Orient et l'Occident, entre l'Afrique et l'Europe, le bassin maritime romain conserve sa vitalité à l'ère du pétrole, du gaz et des agrumes. Tirillée et convoitée par les États riverains et les grandes puissances avides d'y exercer leur hégémonie, la Méditerranée est le lieu de tous les dangers et de toutes les menaces.

Attentifs aux conflits ouverts ou larvés, aux tensions entre États, aux oppositions internes fondées sur des revendications politiques, religieuses ou économiques, Claude Nigoul et Maurice Torrelli veulent raisonner le lecteur généralement plus attiré par les croisades que par les croisades en Méditerranée. Prenant en considération la géographie, l'histoire, le droit, l'économie et la religion, les auteurs soulignent tout particulièrement les dysfonctionnements des États du pourtour méditerranéen, avant d'analyser les moyens de réalisation d'une imaginaire Mer de la sérénité en Méditerranée.

Le dysfonctionnement des États méditerranéens: Plutôt que de présenter un catalogue des États et de leurs problèmes, les auteurs préfèrent une analyse à plusieurs niveaux méthodologiques, en privilégiant les cadres régionaux. Ils procèdent par tou-

ches successives, par complémentarité d'informations et de suggestions, qui donnent naissance à un tableau global des questions d'origine interne ou internationale, susceptibles d'embraser la pacifique *Mare nostrum*.

C. Nigoul et M. Torrelli constatent avec quelque effroi la croissance démographique dans la zone méditerranéenne. Ils analysent les manifestations du renouveau de l'Islam fondamentaliste comme des menaces virtuelles sur la stabilité politique des États musulmans méditerranéens. Les auteurs attirent l'attention sur les tendances économiques négatives et déficitaires des États producteurs de gaz et de pétrole, qui voient décroître leur rente de situation.

Claude Nigoul et Maurice Torrelli n'oublient pas de mesurer les risques d'affrontement dans les États composés d'un véritable puzzle de populations d'origines nationales différentes, tout particulièrement dans les Balkans ou au Proche-Orient. Ils n'hésitent pas à souligner la place des mouvements séparatistes, y compris dans l'Europe des 12, tout en condamnant les menaces terroristes que certains groupes font peser sur l'État.

Est-ce parce qu'ils ont des problèmes insolubles de cohésion nationale, que certains États s'efforcent d'exporter leurs préoccupations chez leurs voisins ou même s'aventurent dans des expéditions bellicistes?

Les auteurs observent avec tristesse les conflits frontaliers et territoriaux, que d'aucuns disent découler d'une décolonisation mal préparée mais qui, en fait, révèlent l'incapacité des nouveaux dirigeants à résoudre des difficultés ancestrales. Certes, les revendications territoriales sont particulièrement vives au Maghreb. Les différends relatifs à la délimitation du plateau continental ne cessent d'empoisonner les relations inter-étatiques en Mer Egée

comme dans le Golfe de Gabès. De plus la délicate question sahraouie jette le trouble et la suspicion: elle est révélatrice de l'incapacité des États à résoudre pacifiquement leurs querelles.

Les présides de Ceuta et Melilla et le Rocher de Gibraltar apparaissent comme les derniers vestiges de la colonisation européenne pour contrôler l'entrée occidentale en Méditerranée. Leur avenir ne saurait, aux dires des auteurs, être dissocié: l'Espagne devrait céder au Maroc si la Grande-Bretagne acceptait la demande espagnole.

Les conflits armés sporadiques entre Israël et le demi-cercle de ses voisins, entre le Liban et des puissances concurrentes ne peuvent laisser l'Europe indifférente. Leur solution devrait enfin permettre à la terre des origines de l'Occident judéo-chrétien et du monde musulman de connaître une paix harmonieuse. Peut-être Claude Nigoul et Maurice Torrelli auraient-ils facilité la tâche du lecteur en mettant à sa disposition une cartographie plus étoffée et plus significative des déchirements internes et internationaux des États méditerranéens. Ils auraient permis une perception plus nette des intérêts et des rivalités stratégiques des grandes puissances dans une zone géopolitique à la recherche de son indépendance.

La Méditerranée, possible mer de la sérénité: Quel est le rôle des grandes puissances dans l'espace géostratégique méditerranéen? Quels sont les moyens à la disposition des États riverains pour faire de la Méditerranée une zone de convergence des ambitions communes: la paix, la sécurité et le développement coopératif.

Face au questionnement sur les postures militaires Est-Ouest en Méditerranée, les auteurs tentent à accréditer l'idée d'un abandon progressif américain face à une stratégie soviétique conquérante. Assiste-

t-on véritablement à un retrait américain du bassin méditerranéen? Certes, depuis bien longtemps les Européens démontrent à l'envi leur inaptitude à régler de manière pacifique et durable les différends territoriaux et économiques entre leurs alliés de l'OTAN: la Grèce et la Turquie, ou entre les États des Balkans. Les Américains éprouvent aussi quelque amertume face au comportement souvent réticent, parfois participatif de la France et de l'Espagne pour assurer la sécurité de la région Sud de l'OTAN. Ils devraient être satisfaits par les récents efforts de la France, de l'Italie et de l'Espagne pour coordonner leurs capacités de détection maritime en Méditerranée.

Au total, avec une flotte et une force aéronavale de qualité dotées de missiles nucléaires à leur disposition et à celle de l'OTAN, les États-Unis ne sont pas militairement absents de la Méditerranée. De plus grâce aux bases et facilités diverses offertes à l'Ouest par le Portugal et le Maroc, au centre par la Turquie et à l'Est par Israël et l'Égypte, les États-Unis ont la capacité de verrouiller l'espace maritime, manifestant ainsi la pérennité de leur stratégie de présence et d'action en Méditerranée.

L'Union soviétique est-elle en voie de réaliser sa maîtrise stratégique de l'espace méditerranéen? Certes, poussée par sa mentalité d'assiégée, l'Union soviétique a réussi le désenclavement au Sud en introduisant une forte escadre en Méditerranée, avant de chercher des points d'ancrage et des amitiés dans la zone. C'est ainsi que, jouant de la décolonisation, les Soviétiques ont planté leurs banderilles sur le flanc Sud de l'Alliance atlantique, grâce au soutien apporté à l'Égypte, puis à l'Algérie et à la Lybie, sans oublier l'île de Malte. Certes les Soviétiques gardent espoir de pouvoir obtenir des facilités portuaires en Yougoslavie et surtout dans l'Albanie en réformes. Ils disposeraient alors d'un axe

stratégique méditerranéen partant du Centre des Balkans et se prolongeant sur les bords du Maghreb, coupant en deux la zone de sécurité de l'Alliance Atlantique.

Aussi conviendrait-il d'être moins affirmatif que les auteurs de l'ouvrage sur une nouvelle donne stratégique en Méditerranée et sur une posture agressive et conquérante de l'Union soviétique face à une Amérique en voie de repli de l'Europe du Sud. En revanche il est tout à fait réaliste de constater avec eux une convergence des États riverains pour rejeter les grandes puissances hors de la zone, pour devenir les maîtres de leur sécurité nationale et des espaces maritimes communs.

Claude Nigoul et Maurice Torrelli commencent par rappeler les tentatives hégémoniques infructueuses de nombre de puissances sur le monde méditerranéen. Ils égrènent les différents essais de coopération régionale, sans pour autant en dresser un tableau systématique, qui aurait peut-être facilité la tâche du lecteur. Ils présentent enfin les divers projets de paix et de désarmement en Méditerranée.

Ils notent avec satisfaction les efforts des différents États pour développer un climat de compréhension voire d'amitié. Ils redoutent les alliances politiques et stratégiques trop rapides, qui ne peuvent donner naissance qu'à des séparations plus amères que le statu quo. Ils imaginent la mise en place graduelle de coopérations économiques intra-méditerranéennes entre l'Europe des 12 et l'Afrique du Nord. Ils souhaitent des règlements négociés aussi bien pour le statut de la Mer Egée et de ses îles entre la Grèce et la Turquie, que pour celui des Présides entre le Maroc et l'Espagne, que pour celui de Gibraltar entre l'Espagne et la Grande-Bretagne ou encore pour l'épineuse question sahraouie.

S'efforçant d'appliquer au bassin méditerranéen les projets de dénucléarisation et

de désarmement élaborés pour d'autres régions du monde, certains États manifestent un véritable intérêt pour créer une zone de paix en Méditerranée. Ils souhaitent transformer cet espace géopolitique rempli de menaces nucléaires en une zone exempte d'armes nucléaires. Ils rejettent ainsi les puissances militaires américaine et soviétique dotées d'un arsenal nucléaire itinérant. Ils interpellent aussitôt la France, dont la pierre angulaire de la doctrine de dissuasion est justement l'arme nucléaire.

Il ne faut pas oublier, de plus, que les campagnes de l'ONU en faveur d'un désarmement déjà nucléaire puis, plus complet, lié à des projets de développement économique fascinent nombre de responsables politiques.

Ainsi, progressivement, sous l'impulsion de la Yougoslavie, relayée jusque très récemment par Malte, vivifiée par l'adhésion de la Grèce, avec le soutien des pays dits non-alignés, se fait jour l'idée de transformer la Méditerranée en une zone de paix et de coopération politique et économique.

Les auteurs s'emploient à souligner l'instabilité polyforme des États du pourtour méditerranéen et mettent en garde contre la dangerosité d'une telle situation. Ils analysent les postures stratégiques des grandes puissances, pour mieux présenter l'état des conflits Est-Ouest, Nord-Sud et Sud-Sud. Ils ne semblent pas convaincus, malgré des éléments encourageants, que l'idée d'instaurer la paix nucléaire puis de développer une politique de maîtrise des armements puisse mettre véritablement un terme aux *Menaces en Méditerranée*.

Yves JEANCLOS

*Faculté de Droit et des Sciences Politiques
Université de Strasbourg III*

ROUSSET, David. *Sur la guerre: Sommes-nous en danger de guerre nucléaire?*, Paris, Éditions Ramsey, 1987, 429p.

David Rousset dans *Sur la guerre* tente d'exprimer sous un angle matériel et social les causes probables du déclenchement d'un conflit nucléaire. Il estime que le danger de guerre nucléaire est lié à une crise de société. Étant donné que la société, ici plus globalement appréhendée à savoir la société planétaire, est en crise, et s'appuyant sur la prémisse que « le militaire n'est en définitive que ce que la société en fait » (p. 37), l'auteur évalue que « le nucléaire militaire fait d'un entretien sur la guerre nécessairement un entretien sur la société » (p. 36).

Il justifie par cette raison la première partie de l'ouvrage conformément destinée à témoigner dans un premier temps des antagonismes de la société dite planétaire, de la déstabilisation fonctionnelle de l'économie capitaliste mondiale – parlant d'une symbiose entre capitalisme d'État et capitalisme privé –, de l'orientation récente des forces productives vers l'exploitation du domaine spatial ainsi que le caractère conflictuel que revêt ce déploiement – concentration des connaissances scientifiques et techniques poussant à une intégration gestionnaire qui maintient les disjonctions entre les États.

Utilisant une approche marxiste, et sans de quelque manière masquer un grand idéalisme et un moralisme particulièrement lourd, l'auteur nous mène dans les sinuosités de cet entretien – « l'ordre d'un entretien est dans son apparent désordre » (p. 16) – où l'on tente sans trop de conviction de se départir de l'ambiguïté de la méthode et de l'approche.

Les cinq premiers chapitres consistent, dans la lignée de la première partie, à situer le danger de guerre et à décrire la